



**Ville de  
Marolles-en-Hurepoix**

**Canton de  
Brétigny-sur-Orge**

**Département  
de l'Essonne**

**Arrondissement  
de Palaiseau**

Date de convocation :  
15 mars 2024

Date d'affichage :  
15 mars 2024

**Nombre de conseillers :**

**En exercice : 29**  
**Présents : 22**  
**Votants : 27**

Pour : 27  
Contre : 00  
Abstention : 00

**Date de publication :**  
**3 avril 2024**

**Extrait du registre des délibérations  
du Conseil Municipal**

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-huit mars, à dix-neuf heures trente minutes, le Conseil Municipal légalement convoqué, s'est réuni à la Mairie en séance publique, sous la présidence de Monsieur Georges JOUBERT, Maire.

**Etaient présents :**

M. Joubert, Mmes Boulenger, Letessier, M. Preud'homme, Mme Riva-Dufay, M. Poncet, Mme Cousin, M. Eck, Mme Ficarelli-Corbière, MM. Laure, Genot, Couton, Mme Lipp, M. Vovard, Mme Flocon, M. Fall, Mme Lambert, M. Murail, Mmes Léonard Goldspiegel, Tussiot et M. Delvalle

Formant la majorité des membres en exercice.

**Absentes ayant remis un pouvoir :**

M. Lafon a remis pouvoir à M. Joubert.  
Mme Despaux a remis pouvoir à Mme Boulenger.  
Mme Lafragette a remis pouvoir à M. Genot.  
Mme Bove a remis pouvoir à M. Poncet.  
M. Chauvancy a remis pouvoir à M. Murail

**Absente excusée :**

Mme Daurat.

**Absent :**

M. Ollivier

**Secrétaire de séance :**

Mme Goldspiegel.

**Objet : Avis du Conseil Municipal relatif à la cession de la parcelle AC 103 sise Route d'Evry (Domaine privé de la commune).**

**CONSIDERANT** que la commune est propriétaire d'une parcelle cadastrée AC 103, sise route d'Evry, d'une superficie de 434 m<sup>2</sup>,

**CONSIDERANT** que ce bien fait partie du domaine privé de la commune, qu'il est libre de tout occupant et que la commune n'a pas vocation à le conserver,

**CONSIDERANT** que la commercialisation, après un nettoyage, a été faite par une mise aux enchères publiques sur le site AGORASTORE,

**CONSIDERANT** qu'après 7 semaines de commercialisation, 2 offres ont été remises :

- une offre à 91.200 € nets vendeur,
- une offre à 101.200 € nets vendeur qui a été revue à la hausse, pour atteindre 108.893 € nets vendeur.

**CONSIDERANT** que la cession ne peut se faire qu'au vu de l'avis des Domaines (avis simple) et que ce bien a été évalué par le pôle d'Evaluation Domaniales à 156 000 € (hors taxes, hors droits) assorti d'une marge d'appréciation de 10%, par un avis en date du 27 mars 2024,

**LE CONSEIL MUNICIPAL** après en avoir délibéré, à la majorité des suffrages exprimés,

**DONNE** son accord quant à la cession de ce bien, au vu de l'avis des Domaines et ce, en application de l'article L 2241-1 du Code Général des Collectivités Territoriales,

**AUTORISE** Monsieur le Maire à contractualiser une vente se rapprochant au maximum de l'avis des Domaines (sans tenir compte du prix Agorastore) et à signer toutes les pièces nécessaires au dossier,

**AUTORISE** Monsieur le Maire à engager les démarches nécessaires à la finalisation du dossier.

Pour extrait conforme  
Le 29 mars 2024

Georges JOUBERT,  
Maire



*La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet,*

*- d'un recours pour excès de pouvoir dans un délai de deux mois à compter de sa notification devant le Tribunal administratif de Versailles (56, avenue de Saint Cloud 78011 Versailles Cedex - Tél. : 01 39 20 54 00 Fax : 01 39 20 54 87 - Courriel : greffe.ta-versailles@juwadm.fr). Ce recours doit être assorti du paiement de la contribution prévue à l'article R.411-2 du Code de justice administrative, conformément au décret n°2011-1202 du 28 septembre 2011, sous peine d'irrecevabilité de la demande.*

*Cette demande pourra être assortie le cas échéant d'un référé suspension (article L521-1 du Code de justice administrative). Ce recours doit être assorti du paiement de la contribution prévue à l'article R.411-2 du Code de justice administrative, conformément au décret n°2011-1202 du 28 septembre 2011, sous peine d'irrecevabilité de la demande.*

*- ou d'un recours gracieux et/ ou demande préalable auprès de la Commune (Mairie Services des Affaires générales - 1 avenue Charles de Gaulle 91630 Marolles-en-Hurepoix). Votre recours gracieux et/ ou demande préalable donnera donc lieu à un examen par nos services. Au sens des dispositions de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 :*

*• votre interlocuteur sera Monsieur le Maire de la commune de Marolles-en-Hurepoix,*

*\* si votre demande donne lieu à une décision explicite en deçà d'un délai de deux mois, vous disposerez d'un délai de deux mois pour exercer un recours pour excès de pouvoir contre ladite décision à compter de sa notification devant le Tribunal administratif de Versailles (56, avenue de Saint Cloud 78011 Versailles – Tél. : 01 39 20 54 00 Fax : 01 39 20 54 87 – Courriel : greffe.ta-versailles@juradm.fr). Ce recours doit être assorti du paiement de la contribution prévue à l'article R.411-2 du Code de justice administrative, conformément au décret n°2011-1202 du 28 septembre 2011, sous peine d'irrecevabilité de la demande. Cette demande pourra être assortie le cas échéant d'un référé suspension (article L521-1 du Code de justice administrative). Ce recours doit être assorti du paiement de la contribution prévue à l'article R.411-2 du Code de justice administrative, conformément au décret n°2011-1202 du 28 septembre 2011, sous peine d'irrecevabilité de la demande.*

*\* si votre demande ne donne pas lieu à une réponse, une décision implicite de rejet de celle-ci en résultera au terme d'un délai de deux mois à compter de la présente. Vous disposerez alors également d'un délai de deux mois pour exercer un recours pour excès de pouvoir contre ladite décision devant le Tribunal administratif de Versailles (56, avenue de Saint Cloud 78011 Versailles – Tél. : 01 39 20 54 00 Fax : 01 39 20 54 87 – Courriel : greffe.ta-versailles@juradm.fr). Ce recours doit être assorti du paiement de la contribution prévue à l'article R.411-2 du Code de justice administrative, conformément au décret n°2011-1202 du 28 septembre 2011, sous peine d'irrecevabilité de la demande. Cette demande pourra être assortie le cas échéant d'un référé suspension (article L. 521-1 du Code de justice administrative). Ce recours doit être assorti du paiement de la contribution prévue à l'article R.411-2 du Code de justice administrative, conformément au décret n°2011-1202 du 28 septembre 2011, sous peine d'irrecevabilité de la demande.*

*Conformément aux termes de l'article R. 421-7 du Code de justice Administrative, les personnes résidant outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le Tribunal.*